

## La Sélection à l'Université

Le projet de loi sur l'entrée à l'Université sera discuté à l'Assemblée Nationale à partir du 12 décembre. Le plan étudiants présenté par Frédérique Vidal ministre de l'enseignement supérieur met en place le programme Macron. Le terme de "sélection" est trop chargé de luttes perdues par le pouvoir: 68 contre les lois Peyrefitte, 86 contre la loi Devaquet... Mais c'est bien la sélection qui est programmée.

Le projet du gouvernement fait disparaître du code de l'éducation un alinéa de l'article 1612-3 qui stipule « *Tout candidat est libre de s'inscrire dans l'établissement de son choix.* »

Dans ce plan, il n'est jamais question d'augmenter les capacités d'accueil des universités, alors que le nombre d'étudiants est en constante augmentation. L'université pourra refuser des élèves sur dossier. "l'université n'est pas la solution pour tout le monde" dixit Macron.

Ils veulent une éducation, une formation, un apprentissage, insérant encore plus la jeunesse dans le capitalisme actuel en allant plus loin et plus vite pour faire de l'école, du lycée, de l'Université des outils de formatage

des élèves, de fabrication des diplômés dont le patronat a besoin. Comme le dit Macron: «*Il faut s'insérer dans l'actualité économique*».

### Nous disons non à ce plan élaboré par le MEDEF.

Le développement des sciences et des techniques dans tous les domaines doit préparer la jeunesse à des métiers d'avenir, il doit impulser un développement économique et social au service du peuple. **Les moyens existent en France mais ils sont confisqués par les multinationales industrielles et financières qui s'accaparent les richesses produites par le travail**

A propos de cette réforme, l'éditorialiste du journal financier « Les Echos » écrit : « *la matière étudiante est hautement inflammable* ». Ils craignent par-dessus tout la lutte de la jeunesse avec les travailleurs, contre la réforme Macron de l'Éducation.

La lutte doit se développer pour construire un autre avenir pour la jeunesse. **Il faut arracher le pouvoir économique et financier, le pouvoir politique aux multinationales capitalistes.**

Voir article sur notre site [www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

## Main-mise de Macron sur les Collectivités territoriales

### Le plan annoncé par Macron :

- \* 3 milliards d'euros d'économies imposés aux collectivités sur cinq ans.
- \* hausse maximale de 1,2% par an de leurs dépenses de fonctionnement
- \* baisse des aides au logement
- \* diminution des emplois aidés
- \* exonération de 80% des foyers de la taxe d'habitation, principale ressource des communes.

Mon projet a-t-il dit au Congrès des Maires, est celui d'une "refonte globale de la fiscalité locale".

Il opère une main mise sur les collectivités, pour privatiser les services publics, les soumettre aux grandes entreprises du capital, en matière de transport, de santé,

d'éducation, de loisirs, de logements... Les projets locaux seront encouragés par une "Agence nationale de la cohésion des territoires", permettant aux collectivités de s'organiser pour des transferts de compétences. A qui ? sinon aux entreprises privées.

**Les services publics nous appartiennent, ils ont été financés par les travailleurs et les populations depuis plusieurs générations. Ne laissons pas faire. Ce n'est que par la lutte qu'on reprendra les richesses que les capitalistes nous volent.**

## Réforme de l'apprentissage

La Ministre du travail a entamé la discussion avec les syndicats. L'objectif de Macron est d'adapter les formations aux besoins des entreprises. La Ministre précise que « *c'est bien la demande des entreprises qui doit piloter l'offre* ».

La CGT dénonce le projet du gouvernement « *qui cherche à satisfaire l'exigence de court terme des employeurs en mettant encore plus l'apprentissage au service des entreprises, avec un raccourcissement de la durée des formations pour aboutir, non plus à des diplômes et titres nationaux mais à la simple reconnaissance des compétences* ».

### Tous virés : vite la lutte

L'Assemblée Nationale a voté les pleins pouvoirs économiques et sociaux à Macron, dont les ordonnances vont donner aux entreprises le droit de mettre en place des procédures de ruptures conventionnelles collectives. Le coût maximum des licenciements a d'ailleurs été réduit en mettant des plafonds même en cas de licenciements abusifs.

Le MEDEF n'attend que ça pour l'appliquer. Il met déjà en route la loi travail d'Hollande précédent celle de Macron, comme chez Renault Trucks où les salariés sont corvéables à merci, 1<sup>er</sup> novembre travaillé, RTT supprimée, journée de travail allongée, hausse des accidents du travail...

Tous les secteurs de la vie sont concernés, tous les acquis sont attaqués, la casse du code du travail n'est pas le seul aspect des attaques contre les droits des travailleurs. Cette politique livre toute la société française aux objectifs du capital : la santé, l'éducation nationale, la formation professionnelle, les universités, les collectivités territoriales, les services publics, les entreprises publiques... retraites, salaires, pensions, logement, allocations sociales, culture...tout y passe... pour mieux servir les intérêts du capital

Des luttes nombreuses ont lieu, le mécontentement est profond. Dans les dernières grèves et manifestations, beaucoup de travailleurs se sont exprimés pour unifier les luttes, les coordonner à partir des entreprises afin d'être plus efficaces et plus forts. **Notre parti est totalement engagé dans cette construction et l'amplification de ces luttes.**